



Décision individuelle N° 2025-151

Pétitionnaire : MÉTROPOLE NICE COTE D'AZUR – Direction territoriale de la Tinée

Adresse : MNCA – 06364 Nice cedex 4

Nature de la demande : Travaux, constructions et installations en cœur de Parc national (nécessaires aux équipements d'intérêt général)

Intitulé du projet : Réfection des soubassements de la route métropolitaine n°2205 suite à intempéries

Localisation : voie RM 2205 PR 30+500 - commune de Roure - Section B Parcelle N°879

La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L331-4, L.331-4-1, L.331-26, R331-19-1, R.331-65 et R.331-67,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 7,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 2, 13, 14 et 20 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19 du code de l'environnement,

Vu l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 31 mai 2025,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 14 mars 2025 par Monsieur ANFOSSI David, représentant la MÉTROPOLE NICE COTE D'AZUR – Direction territoriale de la Tinée, complétée le 26 mai 2025,

Considérant que la demande porte sur le confortement de la route métropolitaine (RM) 2205, avec mise en œuvre d'enrochements bétonnés sur 50ml et libres sur 37ml,

Considérant que les fortes précipitations du 17 octobre 2024 sur les crêtes de la Tinée ont entraîné une augmentation considérable du niveau de la Tinée engendrant l'érosion de plusieurs zones sur les bords de la plateforme routière de la route métropolitaine (RM) 2205,

Considérant qu'une aggravation vers la plateforme routière est à craindre en l'absence de maintien de soutènement, que la RM 2205 est une artère principale de la vallée et qu'aucune déviation n'est possible en période hivernale,

Considérant que ces travaux nécessitent notamment une déviation temporaire du lit mouillé de la Tinée et la mise en place de bassins de décantation,

Considérant que ces travaux nécessitent également des prélèvements de matériaux dans le lit majeur de la Tinée, des coupes d'arbres sur les berges et des extensions de soubassements par créations d'enrochements libre ou bétonné,

Considérant que la rivière de la Tinée est classée « réservoir biologique » dans le SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 au titre de l'article L214-17 du Code de l'Environnement, et qu'à ce titre il convient de prendre en compte les risques d'impacts de ces travaux sur les milieux et les communautés aquatiques,

Considérant également la nécessité d'encadrer les travaux pour garantir leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La MÉTROPOLE NICE COTE D'AZUR – Direction territoriale de la Tinée, ci-après désigné le bénéficiaire et représentée par Monsieur ANFOSSI David, est autorisée à procéder à des travaux de confortement de la route métropolitaine (RM) 2205, avec mise en œuvre d'enrochements bétonnés sur 50ml et libres sur 37ml, situés en cœur de parc national sur la commune de Roure.

Le point routier concerné est le « PR30+500 ».

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

• Prescriptions relatives à l'organisation et au déroulement général du chantier

2.1. Le pétitionnaire est tenu d'associer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour à toutes les réunions de chantier, notamment à la réunion d'installation de chantier et à celle de recollement.

Contact :

Service territorial de la Tinée : 04.93.02.42.27, st-tinee@mercantour-parcnational.fr

Chef de service : OPOLKA Boris (boris.opolka@mercantour-parcnational.fr ; 06.14.06.26.85)

adjoint au chef de ST : TURPAUD Anthony (anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr ; 06.24.70.20.71)

2.2. A l'occasion de la réunion d'ouverture du chantier, les zones abritant des espèces végétales d'intérêt patrimonial et situées à proximité immédiate du chantier (zones de stockage des matériaux et accès au cours d'eau) seront mises en défens et préservées de toute intervention, piétinement, prélèvement ou dépôt de matériaux même temporaire (y compris pierres). Leur repérage préalable devra être effectué en présence d'un représentant du Parc national du Mercantour.

2.3. A l'exception du marquage des arbres à abattre, tout balisage nécessaire aux travaux ou à l'approvisionnement du chantier devra être réalisé à l'aide de dispositifs visuels entièrement réversibles de type panneaux, filets de chantier ou rubalise ; dans ce cadre, l'usage de la peinture est proscrit. Tous les dispositifs de balisage devront être retirés en fin de chantier.

2.4. Le chantier et ses abords devront être maintenus en parfait état de propreté pendant toute la durée des travaux. Le stockage temporaire des matériaux et déchets en extérieur sera réalisé de manière à éviter toute dégradation ou dispersion par l'homme, la faune sauvage ou les aléas météorologiques (pluie, vent, neige).

2.5. A l'issue des travaux, l'ensemble des déchets et résidus (canettes, mégots, papiers, emballages, résidus de décantation...) devra être intégralement collecté et évacué en-dehors du cœur de parc vers les installations de traitement autorisées. Tout brûlage est interdit.

2.6. S'ils sont nécessaires aux travaux, les engins de type bétonnière, compresseur et groupe électrogène seront équipés d'un dispositif d'isolation sonore dûment homologué.

2.7. L'ensemble des engins, matériels et outils susceptibles de provoquer une pollution accidentelle (huile, liquides hydrauliques, hydrocarbure...) devra être en parfait état de fonctionnement et de propreté, l'étanchéité de tous les flexibles et éléments de moteur devant être assurée. Les engins seront équipés de bacs de rétention ou confinés et mis sur tapis absorbants lors des périodes d'inactivité. Toutes les équipes disposeront de kit anti-pollution et seront formées à leur utilisation.

2.8. Les ravitaillements en carburant seront positionnés le plus loin possible du lit majeur du torrent et mis en œuvre sur des espaces équipés d'un revêtement étanche, entièrement amovible. Ce(s) revêtement(s) sera (seront) retiré(s) en fin de chantier.

2.9. Aucun rejet polluant issu des engins de chantier ou des outils thermiques (huiles, adjuvants ou hydrocarbures) ne devra être déversé dans le milieu naturel lors du chantier.

2.10. En cas de rejet polluant, le chef du service territorial concerné du Parc national du Mercantour devra être immédiatement informé, la reprise du chantier étant assujettie à son accord écrit et à la mise en œuvre des modalités de dépollution décidées d'un commun accord.

• Prescriptions relatives à la gestion des déchets

2.11. Les déchets contenus dans les matériaux alluvionnaires déposés par la crue seront collectés et triés au fur et à mesure des terrassements.

Seuls les déchets inertes (type fragments de béton), bois et éléments métalliques encombrants pourront être provisoirement stockés sur site jusqu'à la prestation de nettoyage complet du site en fin de chantier.

Les autres déchets de construction, notamment les gaines et débris de câbles, devront être évacués au dernier jour ouvrable de chaque semaine travaillée.

2.12. Les eaux usées générées par l'éventuelle base vie seront intégralement collectées dans des containers étanches et systématiquement évacuées au dernier jour ouvrable de chaque semaine travaillée.

2.13. Les travaux de maçonnerie ou génie civil seront réalisés de telle sorte que les risques de ruissellement et projections soient réduits au maximum :

- mélanges réalisés dans des contenants étanches ;
- protections disposées au sol lors des transferts de contenants et de la pose, destinées à recueillir les projections ou surplus ;
- pose et séchage au sec, hors période de pluie ;
- lavage des engins et outils dans un dispositif permettant la décantation des laitances et la récolte des résidus secs. Interdiction stricte de lavage dans le cours d'eau ;
- évacuation des résidus secs de décantation en-dehors du cœur de parc, vers une installation de traitement autorisée.

2.14. Les big-bags éventrés lors des destructurations de merlons de dérivation seront collectés et évacués, seuls pourront rester sur site les matériaux alluvionnaires de remplissage.

2.15. Tous les déchets de la vie courante du chantier, y compris déchets biodégradables, emballages des consommables, surplus et résidus de décantation des mortiers ou bétons, seront intégralement collectés et provisoirement stockés dans des conditions empêchant toute dispersion ou lessivage par les éléments naturels, la faune sauvage ou les éventuels autres usagers. Ils seront systématiquement évacués au dernier jour ouvrable de chaque semaine travaillée.

• Prescriptions relatives à la déviation du lit mouillé du cours d'eau de la Tinée et à sa remise en état

2.16. La déviation du lit vif de la Tinée, prévue en préalable des travaux sera réalisée selon la succession suivante :

- passage à gué d'un engin de chantier à l'amont du tronçon de lit vif à dériver, sans aménagement du passage (1 aller/retour) ;
- creusement d'un chenal de dérivation en zone sèche et en rive gauche, de l'aval vers l'amont, d'une largeur de 6 mètres en moyenne mesurée bord à bord et d'une profondeur d'1 mètre en dessous du lit vif situé en rive droite, cette profondeur étant progressivement adaptée dans sa partie aval pour se raccorder naturellement au fond du lit vif actuel ;

- mise en eau progressive du chenal de dérivation à 80 % du débit le jour J ;
- réalisation de pêches de sauvegarde sur le tronçon de lit vif à assécher, par des opérateurs compétents pour réaliser une telle opération, jusqu'à capture de l'intégralité des poissons, et mesures biométriques des poissons capturés, le tout au jour J+1 ;
- mise en eau du chenal de dérivation à 100 % du débit le jour J+1 à l'issue de l'opération de pêche de sauvegarde.

Les modalités de réalisation des bassins de décantation sont envoyées, au moins une semaine à l'avance et avant toute mise en œuvre, au service territorialement concerné du Parc national du Mercantour, pour validation.

2.17. Les matériaux constitutifs du merlon de dérivation seront exclusivement constitués des matériaux issus du creusement du chenal de dérivation ou des fouilles au droit du soubassement.

2.18. La présente décision vaut autorisation de capture, détention et transport d'individus de poissons dans le cadre de ces travaux, sous l'entière responsabilité du bénéficiaire.

2.19. Les pêches de sauvegarde feront l'objet d'un rapport d'intervention précisant les dates de réalisation des opérations, les coordonnées géographiques de leurs points amont et aval, l'identité et la qualité des opérateurs, le nombre d'individus par espèce (effectif), classes de taille et poids ainsi que leur destination (localisation des lieux de remise à l'eau).

Ce rapport devra être communiqué a minima, au Siège du Parc national du Mercantour, au service départemental de l'Office français de la biodiversité et à la Fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique des Alpes maritimes avant la fin des travaux.

2.20. La remise en eau du tronçon de lit d'origine et asséché pour permettre la réalisation des travaux n'est pas autorisée.

2.21. Le milieu sera remis en état a minima, selon le mode opératoire suivant :

- maintien en eau du chenal de dérivation ;
- décompactage / griffage des surfaces hors d'eau et compactées par le passage des engins et/ou le stockage temporaire des matériaux ;
- arasement complet des merlons de dérivation et étalement des matériaux exclusivement en zone sèche, sans déversement dans le milieu aquatique ni compactage ;
- création de caches hydrauliques dans le chenal de dérivation ainsi que dans le lit majeur par simple dépose d'éléments sans affouillement ni circulation d'engins dans l'eau.

2.22. Les caches hydrauliques seront constituées de moyens et gros blocs rocheux exempts de fines agglomérées, prélevés exclusivement en zone sèche du lit de la Tinée et disposés sous le contrôle direct d'un agent du service territorialement concerné du Parc national et/ou de l'OFB.

Le bénéficiaire a la charge d'organiser le chantier de sorte à ce qu'un des deux Établissements concernés puissent être effectivement présents lors de la mise en œuvre de ces travaux.

2.23. L'ensemble de la zone impactée par les travaux sera grossièrement modelé en pente douce de l'amont vers l'aval et du versant vers le lit mouillé, au fur et à mesure des prélèvements et de la remise en état des portions remblayées.

• Prescriptions relatives aux mesures d'évaluation des travaux

2.24. Un suivi des taux de MES et d'O₂ dissous devra être réalisé tout au long des travaux. Les valeurs d'alerte seront respectivement de 1 g/l de MES et 6 mg/l d'O₂ dissous.

En phase « normale », les mesures seront réalisées toutes les 4 heures. En phase « sensible » - dérivation ou assèchement de bras mouillé et installation de passages busés – la fréquence sera réduite à une mesure toutes les 30 minutes.

2.25. Tout dépassement des valeurs d'alerte au cours de 2 mesures consécutives induira systématiquement et sans délai un arrêt des interventions sur la zone concernée par le responsable du chantier, jusqu'à ce que les valeurs reviennent à la normale.

2.26. L'ensemble des mesures MES et O2 dissous sera consigné dans un cahier de chantier mis à disposition des agents de contrôle. Ces mesures seront corrélées aux types d'interventions par zone et le cas échéant, aux mesures prises en cas de dépassement : type(s) de mesure(s), durée.

• Prescriptions relatives aux déblais-remblais, à la création de la piste provisoire et à sa dépose

2.27. L'import de matériaux de remblaiement en provenance de l'extérieur du cœur est interdit.

2.28. Les matériaux de remblais seront exclusivement constitués des matériaux exempts de tout déchet et récupérés localement lors des fouilles ou prélevés dans le périmètre immédiat du chantier pour les besoins exclusifs de ces travaux.

2.29. Lors de la dépose de la piste provisoire, les remblais devront être retirés jusqu'au niveau du terrain naturel. Cette phase de travaux sera réalisée en lien avec un agent du Parc national du Mercantour.

• Prescriptions relatives aux enrochements bétonnés

2.30. Les enrochements seront bétonnés par l'arrière de manière à ce que le béton ne soit pas apparent.

2.31. L'introduction de blocs aux fins de constituer des enrochements est autorisée (la nature géologique de ces blocs devra préférentiellement se rapprocher du substrat local). Les blocs aux teintes les plus sombres devront impérativement être positionnés en façade de l'enrochement de sorte à en réduire l'impact visuel.

• Prescriptions relatives aux coupes d'arbres

2.32. Toute coupe d'arbre ne pourra être mise en œuvre qu'après vérification de l'absence de nid, de loge, de fissure et/ou après s'être assuré qu'elles sont inoccupées.

2.33. Les coupes d'arbres et arbustes devront être réalisées à l'aide d'outils manuels.

Les éventuels individus de buddleia et de robinier faux-acacia seront dessouchés. Les rémanents – souches, troncs, branchages – devront être intégralement évacués du cœur du parc national conformément au protocole du service environnement de la métropole Nice Côte d'Azur.

Tout broyage ou brûlage est interdit dans le cœur.

• Prescriptions de remise en état post-travaux routiers et zone de stockage

2.34. A échéance des travaux, l'intégralité des installations et des matériaux résiduels (y compris les déchets antérieurs présents sur les zones de stockage) est évacuée en dehors du cœur de Parc.

2.35. L'enrobé provisoire réalisé pour permettre la circulation des usagers pendant la phase travaux est entièrement retiré et évacué vers une installation de traitement autorisée, avant la réouverture de la totalité de la route.

2.36. Les sols amont de la zone de stockage Z2 devront être désartificialisés et les enrobés anciens retirés à cette occasion sont évacués dans leur intégralité en dehors du cœur de Parc vers les filières de traitement idoines.

• Recommandation relative au suivi post-travaux

2.37. Le bénéficiaire devra assurer la surveillance de la recolonisation végétale des zones terrestres concernées et en cas de repousse ou d'apparition d'une espèce envahissante – type buddleia et/ou robinier faux-acacia –, en informer le plus tôt possible le service territorialement concernée du Parc national. Les modalités de gestion de la végétation sur ces zones devront être adaptées en conséquence et en concertation entre les deux services.

Article 3 : Durée

3.1. La présente autorisation est délivrée à compter de sa signature et jusqu'au 31 décembre 2026.

3.2. Au cours de cette période :

- les travaux au contact du lit mouillé - y compris lors de la remise en état - ne sont autorisés que du 1er mai au 30 septembre (hors période de reproduction de la truite fario) ;
- les autres travaux peuvent être entrepris tout le long de l'année,

et le tout exclusivement sur les créneaux horaires diurnes.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur (Loi sur l'Eau) ou des droits des tiers.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 10 juin 2025

La Directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFILS

Copie :

- service territorial Tinée
- DDTM/pôle Eau (A. Massot)

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.